

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4951- LUNDI 17 FÉVRIER 2025

ADDIS-ABEBA

Les Libyens signent la charte de réconciliation



La photo de famille des officiels après la signature de la Charte, le 14 février à Addis-Abeba/DR

Hôte du 38e sommet annuel des chefs d'Etat de l'Union africaine, Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, a abrité, le 14 février, la cérémonie solennelle de signature de la Charte de réconciliation inter-libyenne. « Depuis 2017 jusqu'à ce jour, jamais nous n'avons manqué un seul rendez-vous sur le dossier libyen », a indiqué le chef d'Etat congolais qui a rappelé à ses interlocuteurs les défis à surmonter désormais qui consistent à baliser le chemin pour la mise en place d'un gouvernement unique, d'une armée nationale unique et des institutions régaliennes uniques.

Page 2

CRISE LIBYENNE

Denis Sassou N'Gusso invité à la conférence de Syrte



Cedrick Khalifa Haftar

En marge des travaux du 38e sommet annuel des chefs d'Etat de l'Union africaine qui s'est tenu du 14 au 16 février à Addis-Abeba en Ethiopie, le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, s'est entretenu vendredi avec Cedrick Khalifa Haftar, porteur d'un message du maréchal Khalifa Haftar qui l'invite à prendre part à la conférence de réconciliation inter-libyenne qui se tiendra très prochainement à Syrte.

Page 16

UNION AFRICAINE

João Lourenço prend les rênes de l'organisation continentale



Le chef de l'Etat angolais, João Lourenço, a pris samedi, pour un an, la tête de la présidence tournante de l'Union africaine, en remplacement du Mauritanien Mohammed Ould Ghazouani. En lien avec l'Union africaine qui appelle les rebelles du M23 et ses soutiens rwandais à déposer les armes, le nouveau président de l'organisation continentale entend placer la crise qui secoue l'Est de la République démocratique du Congo parmi les priorités de son mandat.

EDITORIAL

Fin de l'heure

Page 2

ENTRETIEN ROUTIER

Réhabiliter en urgence le tronçon Kinkala-Gambari

La dégradation prononcée du tronçon Kinkala-Gambari menacé par les érosions interpelle le gouvernement, notamment le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondélé, qui a effectué, le 14 février, une visite d'inspection de la route Brazzaville-Kinkala-Mindouli construite dans le cadre du 11e Fonds européen pour le développement. Juste Désiré Mondélé a souligné la nécessité de lancer les travaux d'urgence afin de préserver les acquis.

Page 3



ÉDITORIAL

Fin de l'heure

Ils reviendront le lendemain, assis à même le sol, ou debout, ils reprendront leurs tambours et tout ce qui va avec, continueront de taper dans la casserole, en silence ou criant leurs peines sans violence. Parce que la parole qui porte n'est pas nécessairement accompagnée de brutalités. L'essentiel dans ces circonstances étant de ne pas perdre la raison, de garder espoir.

Depuis plusieurs semaines, à quelques endroits de la ville de Brazzaville, capitale du Congo, sont organisés des concerts de casserole par des agents entrés en contentieux avec l'Etat et certaines de ses entités. Hommes et femmes d'un certain âge, mais aussi des jeunes alimentent ces foyers de revendications, globalement pour « service rendu ».

Devant l'immeuble abritant le ministère de la Fonction publique, en face du siège de l'Hôtel de ville et au pied du principal bâtiment de la société Energie électrique du Congo, anciennement Société nationale d'électricité, du son parvient aux oreilles des passants. Quand on jette un œil dans le pourtour, des banderoles sont déployées avec des messages afférents au rassemblement.

Les uns et les autres réclament ou leur intégration dans la fonction publique, ou le paiement des droits qui leur sont dus puisqu'ils ont fait valoir leurs droits à la retraite, d'autres d'être recrutés comme agents permanents dans la société après des mois, voire des années passées avec un statut précaire de travailleur temporaire ou contractuel.

Tout un chacun peut l'observer, le droit de manifester est donc garanti et l'on peut croire que les pouvoirs publics auprès de qui les personnes concernées adressent leurs doléances les écoutent et mettront tout en œuvre pour leur apporter le réconfort nécessaire.

En parlant de fin de l'heure, nous faisons allusion au calme dont font preuve les manifestants. Ils arrivent le matin pour animer la scène. En début d'après-midi, on les voit se disperser en silence, à pied, rentrant chez eux. Parce qu'ils sont certains que l'Etat ne les abandonnera pas.

Les Dépêches de Brazzaville

UNION AFRICAINE

Les Libyens signent la Charte de réconciliation

Hôte du 38e sommet annuel des chefs d'Etat de l'Union africaine (UA), Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, a abrité, le 14 février, la cérémonie solennelle de signature de la Charte de réconciliation inter-libyenne. Un événement qui couronne les efforts du comité de haut niveau de l'UA, dirigé par le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso.



La photo de famille des officiels après la signature de la Charte, le 14 février à Addis-Abeba / DR

Chargé par ses pairs africains du dossier libyen, le président Denis Sassou N'Guesso est resté attaché à sa mission depuis dix ans, surmontant tous les obstacles. En décembre dernier, au terme de sa visite de travail à Tripoli et Benghazi, le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Menfi, et le maréchal Aftar, commandant en chef de l'Armée nationale libyenne, avaient assuré le chef de l'Etat congolais de leur volonté à faire avancer la cause de la paix dans leur pays.

Cet engagement vient d'être concrétisé par l'acte posé à Addis-Abeba en marge du sommet de l'UA: « Depuis 2017 jusqu'à ce jour, 14 février 2025, jamais nous n'avons manqué un seul rendez-vous sur le dossier li-

byen », a indiqué le président de la République, avant de rappeler à ses interlocuteurs les défis à surmonter désormais : « Notre vœu le plus ardent est que la réconciliation inter-libyenne que nous célébrons ce jour, ici à Addis-Abeba, contribue à baliser le chemin pour la mise en place d'un gouvernement unique, d'une armée nationale unique, d'institutions régaliennes uniques ».

Pour le président Denis Sassou N'Guesso, il s'agit « d'accélérer l'avènement d'un État unitaire exerçant de plein droit et en toute indépendance, son entière souveraineté sur l'ensemble du territoire libyen ». En raison de la complexité du conflit en cours dans le pays

depuis 2011, la signature de la Charte de réconciliation inter-libyenne est un pas significatif vers la paix. « Au nom de l'Afrique tout entière, je rends hommage au peuple libyen qui nous donne, une fois encore, la preuve de sagesse, de sa maturité et de son unité, en adhérant sans équivoque à la Charte de réconciliation », s'est félicité le président de la République.

Denis Sassou N'Guesso a annoncé aux parties signataires la disponibilité du Comité à poursuivre sa médiation. A charge pour les dirigeants libyens d'œuvrer à une sortie de crise définitive à travers l'organisation d'élections générales inclusives.

Les Dépêches de Brazzaville

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

ENTRETIEN ROUTIER

La route Kinkala-Mindouli menacée par des érosions

Le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Moundelé, a visité le 14 février quelques tronçons dans le département du Pool. Il a souligné la nécessité de lancer les travaux d'urgence sur la route Kinkala-Mindouli, notamment le tronçon Kinkala-Gambari menacé de disparition à cause des érosions.

Fruit de la coopération entre la République du Congo et l'Union européenne (UE), la route Kinkala-Mindouli, construite en partie dans le cadre du 11e Fonds européen pour le développement, est menacée à plusieurs endroits. La chaussée est complètement engloutie par les érosions dont une de 4 m de profondeur. Le tronçon Kinkala-Gambari pourrait être coupé de la circulation si l'on n'y prend garde. « Nous sommes en train de la perdre, il y a véritablement urgence puisqu'à plusieurs endroits, nous constatons que la nature est en train de dicter sa loi. Il faut que nous essayions de consolider cette belle route qui est le fruit de la coopération avec un partenaire multilatéral, l'UE. C'est bien que nous protégeons cette route, que nous refassions les enrobées et que ces trous béants soient traités, pour qu'on continue à la pratiquer, à faire en sorte que la circulation soit fluide. Il nous suffit d'intervenir directement au niveau de ce type d'érosion parce que si l'on ne prend pas garde, c'est toute cette route qui va être coupée », a déclaré le ministre Juste Désiré Moundelé.

Face au danger que courent les usagers de cette route de contournement, le ministre en charge de l'Entretien routier a invité les autorités départementales du Pool à créer rapidement les conditions de signalisation des érosions afin d'éviter des



L'érosion menaçant le tronçon Kinkala-Gambari/Adiac

tragédies. A son retour à Brazzaville, Juste Désiré Moundelé entend faire un rapport au Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, qui l'a mandaté pour aller toucher du doigt la réalité des routes dans cette partie du pays. « Nous allons faire notre rapport en mentionnant ce que nous avons vu au Premier ministre qui nous a mis en mission. Je pense que le rapport sera fait et très rapidement, la méthodologie consistant à consolider les ouvrages en souffrance devrait être appliquée. Ce qu'il y a lieu de faire, c'est qu'il y a un plan d'urgence qui ne concerne pas seulement les routes du Pool, nous avons profité de sa proximité géographique avec la capitale, mais nous avons aussi d'autres routes difficilement praticables, comme Ollombo-Abala, la route de Loango, la boucle du Kouilou, la

boucle du Pool. Donc nous avons quelques sites qui mériteraient un plan d'urgence », a signifié le ministre.

Préserver les acquis de la municipalisation accélérée

Accompagné des autorités politico-administratives et militaires du département du Pool qui sont venues l'accueillir à Nganga-Lingolo, le ministre Juste Désiré Moundelé a marqué une escale à Mabaya où la société Lavarel Environnement a pu stopper nette la progression d'une érosion qui avalait déjà la chaussée. La délégation s'est ensuite ébranlée sur l'axe Kinkala-Louingui-Boko où la même société a réalisé des travaux nécessaires à Yalamvounga, sur la rivière Hiereri où le pont était menacé. « Nous avons fait un très bon voyage entre Brazzaville-Kinkala, une très

belle route, où nous sommes allés voir quelques ouvrages à consolider, notamment en ce qui concerne les érosions. Nous avons vu comment au niveau de Mabaya la structure a pu être solidifiée pour sauver la route qui était menacée par l'érosion », s'est-il réjoui.

En effet, à Mabaya et à Yalamvounga, le directeur général de la société Lavarel Environnement a présenté techniquement au ministre et à sa délégation le volume des travaux réalisés. Il s'est, par ailleurs, dit disposé à accompagner le gouvernement dans le traitement des érosions sur le tronçon Kinkala-Gambari. « A Mabaya, l'érosion menaçait déjà la chaussée avec risque d'interruption de la circulation. Les travaux ont consisté à protéger ces ouvrages qui commençaient déjà à s'enfoncer. Nous avons pu surmonter les difficultés en trou-

vant des solutions de compensation technique. Nous sommes prêts à accompagner le gouvernement dans le domaine qui nous concerne, à mettre l'expertise locale à son service. Ce que vous voyez ici n'est pas plus difficile que ce que nous avons fait à Mabaya où nous étions à 18 m de profondeur alors qu'ici nous sommes à près de 4 m », a assuré Gladys Arnaud.

Profitant de sa visite de travail dans le chef-lieu du département du Pool, Juste Désiré Moundelé a entretenu les autorités locales sur les questions d'assainissement. Il a, par exemple, parlé de la nécessité de préserver les acquis de la municipalisation accélérée de ce département en rendant propre la commune de Kinkala et en permettant l'accessibilité du site touristique de Loufoulakari.

Le préfet du département du Pool, Georges Kilebé, entend appliquer à la lettre les instructions du gouvernement. « En nous entretenant, le ministre a soulevé le problème de l'assainissement. J'ai dit que c'est noté parce que le problème de l'assainissement, c'est mon crédo, j'en parle tout le temps. Malheureusement, cela traîne les pieds mais je crois que le ministre est venu appuyer un peu ce que je dis. Nous avons pris l'engagement de rendre Kinkala propre », a-t-il indiqué.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Batailles d'hier et du futur

Initiative nationale pour la paix contre Rassemblement de la majorité présidentielle, la bataille de positionnement des forces ayant soutenu le candidat Denis Sassou N'Guesso à l'élection présidentielle de 2009 est-elle en train de renaître sous une autre forme ? Pour celle rappelée ci-haut, depuis, beaucoup d'eau a coulé sous le pont et le temps, patient et incontournable, a fini par remettre de l'ordre dans la grande famille de la majorité présidentielle.

Elu cette année-là avec un suffrage confortable, réélu deux fois de suite, en 2016 et en 2021, le président Denis Sassou N'Guesso mobilise à nouveau l'attention de ses partisans. Retenons qu'il ne s'est pas encore prononcé sur l'échéance électorale majeure de l'année prochaine. Passent les propositions de certains acteurs politiques de ramener le scrutin à 2025, l'enseignement à tirer pour l'instant est que les partis et groupements de l'arène congolaise se mettent en ordre de bataille.

À Brazzaville, pendant plusieurs semaines, des affiches géantes visibles sur les places publiques prédisaient l'arrivée d'un « Patriarche ». Nombreux sont ceux qui y perdaient leur latin tant le suspense

durait un peu trop longtemps, menaçant de reléguer ce mystère aux oubliettes. Les occupations quotidiennes du citoyen prennent, en effet, chaque jour le pas sur les énigmes et le trop de communication de la nouvelle société humaine dans laquelle nous vivons est de nature à fragiliser les croyances.

Puis est venue l'heure du dévoilement des célèbres affiches. Ah oui ! Sans que l'on sache s'il a vraiment donné son quitus au procédé, il s'est trouvé que de « Patriarche », il s'agissait bien du président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Les initiateurs de cette démarche annonçaient clairement leur intention : ils s'engagent aux côtés du chef de l'Etat dans la perspective de la présidentielle de 2026 et le « supplieront », s'il avait quelque hésitation, à candidater car ils sont eux-mêmes convaincus qu'il ne les décevra pas.

Suivent les symboles : les porteurs de l'affiche géante se proposaient de planter le décor du début officiel de leur mobilisation au Palais des congrès, le 5 février. L'émblématique édifice trônant place du boulevard Alfred-Raoul, en plein cœur de Brazzaville, est sans aucun doute le témoin privilégié de l'his-

toire politique récente du Congo : il a vu renaître la démocratie pluraliste en 1991, lors de la Conférence nationale souveraine, et accueille la cérémonie officielle d'entrée en fonction du président de la République élu.

Quant à la date du 5 février, elle rappelle l'arrivée au pouvoir du président Denis Sassou N'Guesso, pour la première fois, en 1979. Ce rendez-vous autour du « Patriarche » annoncé de longue date avait finalement été renvoyé au 9 février. Et pour cause ! Un « ancien » qui ne dormait pas à poings fermés a décidé de prendre les devants car dans ses salons feutrés pontifiait un timonier... Les anciens on le sait, sont réputés avoir plusieurs cordes à leur arc. Qui est l'ancien, qui est le timonier, se demandait-on à nouveau.

L'ancien est bel et bien le Parti congolais du travail. Il venait de souffler sa 55e bougie, le 31 décembre dernier, et ne pouvait entamer sa cinquante-sixième année de vie active sans se souvenir du 5 février 1979 et de son meneur. Cet épisode qui lui permit de revenir au cœur du jeu politique national. Et d'évincer un Comité militaire du parti affaibli, tout bien considéré, « profiteur » d'une légitimité qui commençait à

lui faire défaut deux ans après son accession aux affaires à la suite de la disparition tragique du président Marien Ngouabi, le 18 mars 1977.

Ce n'est pas si grave, se consolait les défenseurs du « Patriarche », qui cédaient le Palais des congrès et le 5 février 2025 aux gardiens du « Timonier », et acceptaient de prendre leur suite le 9 février. Puis flop ! la veille, la préfecture de Brazzaville s'est déclarée au regret de ne pas donner suite aux sollicitations des premiers. À plus tard ? Nul ne saura le dire pour le moment.

Dans le dictionnaire Larousse, les définitions des termes « Patriarche » et « Timonier » sont variées. En politique, leur usage conduit peut-être à la même conclusion : on a affaire à un leader vénéré, en qui l'on entend confier sa destinée pour son expérience et sa capacité à maintenir le cap. On le suppose avec la crème de collaborateurs, de partisans et de fidèles sachant mettre de côté leurs querelles intestines pour privilégier l'intérêt général. Dans cette optique-là, menées de concert, les batailles d'hier, d'aujourd'hui et de demain, ne seraient pas vaines.

Gankama N'Siah

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

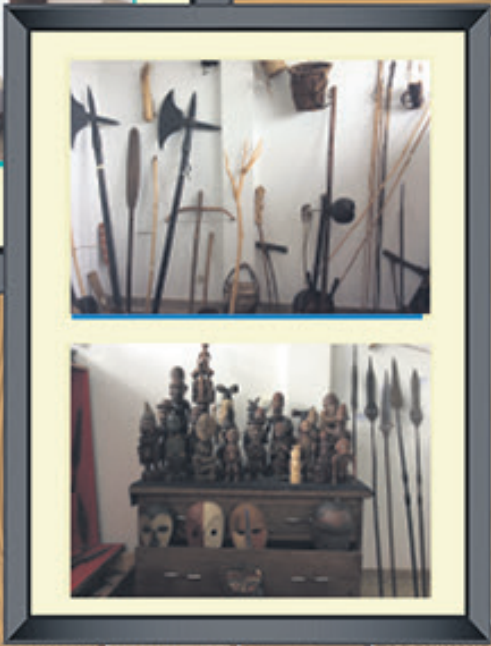
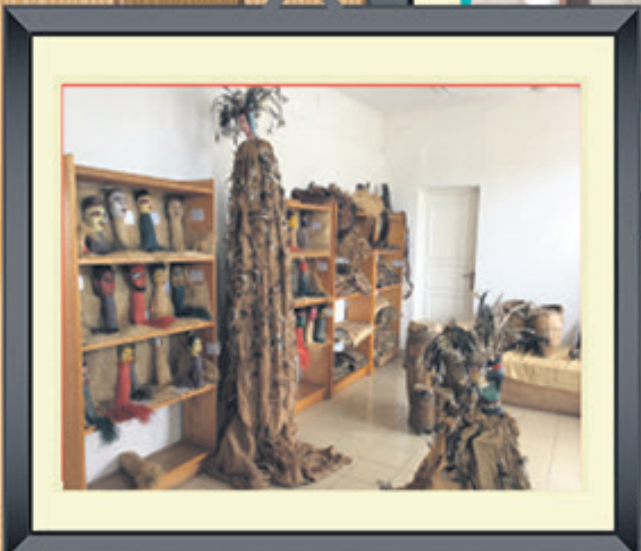
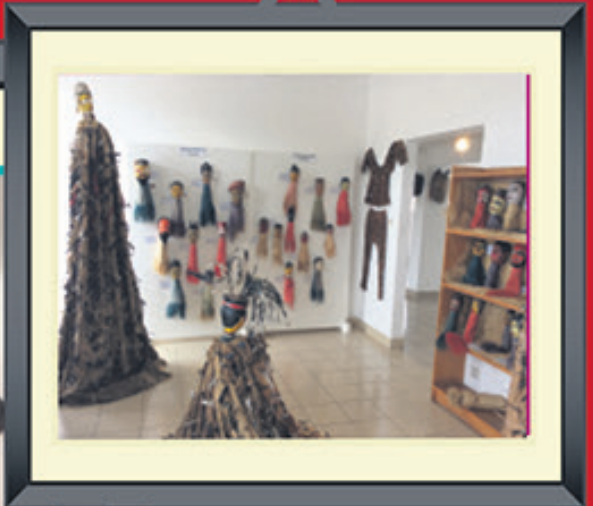
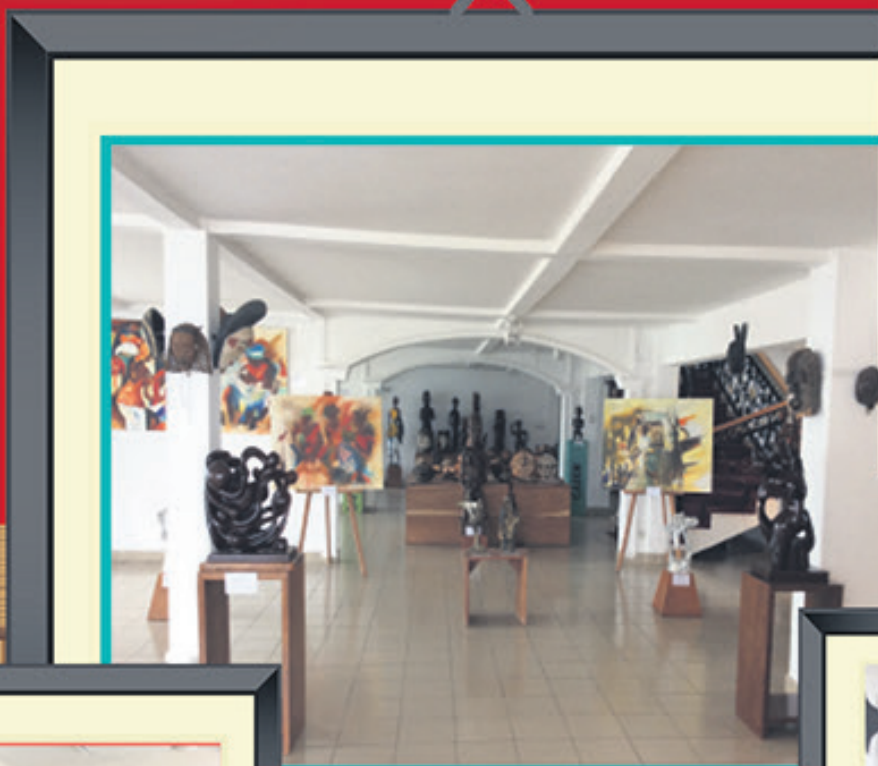
MUSIQUE

Musée Congo

du Bassin du Congo

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

PME

Un mémorandum pour accompagner les jeunes entrepreneurs

Le ministère des Petites et moyennes entreprises (PME) et de l'Artisanat a signé, le 11 février à Brazzaville, un mémorandum d'entente avec le regroupement des « Jeunes élitistes congolais » pour promouvoir l'entrepreneuriat et le développement de l'artisanat au sein de la couche juvénile.



Signature du mémorandum entre les deux parties Adiac

Les deux parties signataires travaillent déjà ensemble depuis quelque temps, a indiqué la ministre Jacqueline Lydia Mikolo. « Il fallait que ce partenariat soit formalisé afin que nous mettions les moyens d'accompagnement et le savoir-faire à votre disposition », a-t-elle expliqué, s'adressant à Audin Ndongu, président dudit regroupement.

Grâce à ce mémorandum, le regroupement des « Jeunes élitistes congolais » bénéficiera, entre autres, des programmes et services des structures sous tutelle du ministère des PME comme le Fonds d'impulsion de garantie et d'accompagnement ; l'Agence congolaise pour la création des entreprises ; l'Agence de développement de très petites, petites et moyennes entreprises et bien d'autres.

« Pour nous, le plus dur commence », a fait savoir Audin Ndongu car après la signature du mémorandum, il faut travailler davantage en faveur des jeunes entrepreneurs. Dans ce sens, il a annoncé la tenue, le 1er mars à Pointe-Noire, des journées des opportunités professionnelles et entrepreneuriales. Ce sera une occasion pour susciter les vocations parmi les jeunes.

Rominique Makaya

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le CFPBB relance ses activités sur des nouvelles bases

Le Centre de formation professionnelle « Bernard-Biangou » (CFPBB) a dévoilé son plan d'action pour la professionnalisation des sociétés privées de sécurité lors d'une conférence de presse tenue à Brazzaville.



Bernard Biangou et ses partenaires lors de la relance des activités du centre Adiac

« Le centre relance ses activités sur des nouvelles bases cette année en ouvrant ses portes aux personnes physiques et morales, notamment les sociétés et administrations diverses », a déclaré Bernard Biangou, promoteur du centre éponyme.

La prévention en sécurité privée, la qualité, l'hygiène, la sécurité et l'environnement, le convoyage de fonds et la sécurité incendie sont autant de spécialités dans les-

quelles le CFPBB, qui travaille en collaboration avec la direction générale de la formation technique et professionnelle, compte contribuer à la formation des jeunes.

Par le passé, le centre a formé, à Pointe-Noire et à Brazzaville, 325 agents de prévention et sécurité, des dizaines d'encadreurs techniques. Des superviseurs et contrôleurs techniques y ont suivi des séminaires de renforcement des capacités technico-opérationnelles,

notamment ceux de NCY Company en sécurité privée.

Le promoteur du centre, Bernard Biangou, a lancé un appel aux partenaires disposés à accompagner l'initiative. « Nous sommes ouverts aux partenaires qui peuvent nous appuyer sur les plans logistique et financier », a-t-il fait savoir en précision que dans le cadre des partenariats, une commission sera mise en place pour le suivi de l'aide apportée.

R.M.

ADIAC TV/ FILLES ET SCIENCES

Un chemin de passion et de persévérance

En République du Congo, les filières scientifiques peinent encore à attirer un nombre significatif de femmes et de jeunes filles. Selon la Fondation congolaise pour la recherche médicale (FCRM) du Pr Francine Ntouni, seules 13 % d'entre elles s'orientent vers ces disciplines. Ce chiffre, bien que modeste, traduit néanmoins une progression notable malgré les nombreux défis, les contraintes socioculturelles et les préjugés persistants.

Chaque année, le 11 février, la communauté internationale célèbre la Journée des femmes et des filles de science. Cet événement offre une opportunité précieuse pour mettre en lumière les parcours des jeunes filles et femmes engagées dans les sciences, tout en explorant les obstacles qu'elles doivent surmonter. À cette occasion, Adiac TV a réalisé une série de reportages consacrés aux étudiantes de l'Université Marien-Ngouabi, inscrites à la Faculté des sciences et techniques. L'objectif était de leur donner la parole afin qu'elles puissent partager leur expérience académique et les défis auxquels elles sont confrontées.

Déterminées et passionnées, ces étudiantes nourrissent toutes l'ambition de devenir de grandes scientifiques, à l'image des Prs Francine Ntouni et Boutoukanakio Mbemba Kielé Molingo. Toutefois, leur chemin demeure semé d'embûches. En effet, elles doivent faire face à des conditions d'études précaires, marquées par le manque de matériel et d'équipements adé-

Filles et sciences, un chemin de passion et de persévérance à visionner sur Adiac TV : www.adiac-congo.com

quats, l'absence d'électricité dans les salles de travaux pratiques, ainsi que des discriminations sexistes et parfois même du harcèlement. Conscientes que seules la persévé-

rance et la résilience leur permettront d'atteindre leurs objectifs, ces jeunes femmes s'efforcent de s'imposer et de se frayer un chemin dans ce domaine exigeant.

Si la route est longue et semée d'obstacles, elle n'est pas pour autant infranchissable. D'autres Congolaises ont déjà réussi à s'illustrer brillamment

dans le domaine scientifique, à l'instar des Drs Maryse Nkoua, Lonu Gré et Foxie Mizele. Par ailleurs, diverses opportunités leur sont offertes afin de soutenir leur carrière. Parmi celles-ci, on peut citer la bourse de recherche Comstech pour femmes scientifiques, qui permet aux lauréates d'effectuer un séjour de six à douze mois dans un centre d'excellence au sein d'un État membre de l'Organisation de la coopération islamique, leur offrant ainsi l'opportunité d'améliorer leurs compétences et de développer des collaborations internationales. De même, la bourse régionale « Femmes et sciences », mise en place par la FCRM en partenariat avec divers organismes, constitue un levier essentiel pour encourager les jeunes chercheuses congolaises.

À travers ces initiatives et l'engagement de ces jeunes étudiantes, l'avenir des femmes dans les sciences au Congo semble se dessiner avec espoir et ambition.

Mildred Moukenga



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Émirats Arabes Unis
12 février 2025



LA FONDATION TONY ELUMELU S'ASSOCIE AU BUREAU DES AFFAIRES DE DÉVELOPPEMENT DES ÉMIRATS ARABES UNIS

La Fondation Tony Elumelu s'associe au Bureau des affaires de développement des Émirats arabes unis et à la Fondation Khalifa Bin Zayed Al Nahyan pour autonomiser 1000 jeunes entrepreneurs africains supplémentaires.

La Fondation Tony Elumelu (TEF), leader de l'autonomisation des jeunes entrepreneurs africains, a conclu un partenariat stratégique de 6 millions de dollars avec le Bureau des affaires de développement des Émirats et la Fondation Khalifa Bin Zayed Al Nahyan (Erth Zayed). Ce partenariat offrira formation, mentorat, accès à des réseaux et un capital de démarrage de 5 000 \$ à 1 000 entrepreneurs africains.

Signé lors du Sommet mondial des gouvernements par Tony O. Elumelu, fondateur de TEF, et Mohamed Haji Al Khoori, directeur général de la Fondation Khalifa, cet accord reflète leur vision commune de l'autonomisation économique et de l'entrepreneuriat en Afrique. La Fondation Khalifa tirera parti de l'expertise de TEF, reconnue pour son programme pionnier de formation, mentorat et financement destiné aux entrepreneurs africains.

De son côté, Mohamed Haji Al Khoori a affirmé : « Notre mission chez Erth Zayed est de bâtir des partenariats qui stimulent les progrès humanitaires et économiques. Soutenir les jeunes entrepreneurs africains correspond à notre objectif de renforcer les économies et d'améliorer les communautés. »

Depuis 2015, TEF a formé 2,5 millions d'Africains via sa plateforme numérique TEFConnect, financé directement plus de 21 000 entrepreneurs avec 100 millions de dollars et généré 1,5 million d'emplois. Avec ce partenariat, TEF renforce les liens culturels et économiques entre le CCG et l'Afrique.

Depuis 2015, TEF a formé 2,5 millions d'Africains via sa plateforme numérique TEFConnect, financé directement plus de 21 000 entrepreneurs avec 100 millions de dollars et généré 1,5 million d'emplois. Avec ce partenariat, TEF renforce les liens culturels et économiques entre le CCG et l'Afrique.

Les candidatures pour le programme 2025 sont ouvertes aux Africains avec des idées novatrices ou des entreprises de moins de 5 ans, jusqu'au 1er mars sur TEFConnect. Découvrez les initiatives de TEF et les réussites des anciens bénéficiaires sur leur plateforme.

INTERVIEW

Pr Alain Kiyindou: «L'Afrique doit avant tout prendre en main son propre destin technologique»

En tant que président du Réseau de recherche francophone sur l'intelligence artificielle (IA), Alain Kiyindou, professeur des universités à l'Université Bordeaux Montaigne, directeur régional de l'Agence universitaire de la Francophonie en Afrique centrale et Grands Lacs, répond aux questions des Dépêches de Brazzaville après le sommet international pour l'action sur l'IA tenu à Paris. Entretien.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Cinq ans après votre livre «Intelligence artificielle : pratiques et enjeux pour le développement», Paris a accueilli le sommet international pour l'action sur l'IA. Estimez-vous avoir livré les résultats de vos recherches trop tôt ?

Alain Kiyindou (A.K.) : Non, je ne pense pas avoir livré les résultats de mes recherches trop tôt. Au contraire, je crois que la publication de mon livre, «Intelligence artificielle : pratiques et enjeux pour le développement», a été très opportune. Elle a contribué à éveiller la conscience et à stimuler le débat autour de l'importance de l'IA pour le développement, notamment dans les pays moins avancés technologiquement. Le fait que Paris a accueilli un sommet international sur l'action en matière d'IA confirme l'urgence et la pertinence de ces discussions. Mon travail visait à mettre en lumière les opportunités ainsi que les défis associés à l'IA, et je pense que cela a aidé à façonner les conversations et les politiques autour de cette technologie. En somme, le timing de cette publication a plutôt servi à catalyser l'action et à enrichir le dialogue global sur l'IA.

L.D.B. : L'objectif du som-

met international sur l'IA était de permettre à la France, ainsi qu'à l'Union européenne, de trouver leur place entre les géants chinois et américains de l'IA, avec, entre autres, en prévision, un grand partenariat public-privé dans le monde pour le développement d'une IA fiable. Quel sera le rôle de l'Afrique ?

A.K. : L'Afrique, dans le contexte de l'IA, doit avant tout prendre en main son propre destin technologique. Cela nécessite un engagement coordonné à plusieurs niveaux. Tout d'abord, l'Union africaine, en collaboration avec les gouvernements nationaux, doit jouer un rôle de catalyseur en élaborant des politiques et des stratégies continentales qui encouragent l'investissement dans les technologies émergentes et la formation en IA. Ces politiques devraient favoriser le développement d'infrastructures numériques robustes et la mise en place de cadres législatifs adaptés pour sécuriser les investissements et la recherche. Les universités et les centres de recherche africains doivent également être au cœur de cette transformation. Il est crucial d'intégrer l'IA dans les cursus académiques et de promouvoir les partenariats entre les universités et l'industrie technologique pour stimuler l'in-

novation locale. La création de centres d'excellence en IA sur le continent pourrait faciliter la recherche appliquée et fondamentale, aidant ainsi à adapter les technologies de l'IA aux besoins spécifiques de l'Afrique.

Cependant, le continent doit également relever plusieurs défis. L'un des principaux est le manque d'infrastructures numériques adéquates et accessibles, qui restreint la capacité de nombreux Africains à participer pleinement à l'économie numérique. Un autre défi est le besoin de financement pour la recherche et le développement en IA, souvent limité par les priorités économiques et sociales plus immédiates. Enfin, il est essentiel de développer des compétences en IA parmi les jeunes Africains pour assurer une relève compétente et innovante.

En somme, si l'Afrique parvient à surmonter ces obstacles et à mettre en œuvre des stratégies intégrées impliquant tous les acteurs du continent, elle ne sera pas seulement une participante mais un leader dans le développement d'une IA fiable et éthiquement responsable. Cela positionnerait l'Afrique, non seulement comme un marché consommateur, mais aussi comme un créateur de solutions en IA adaptées à ses propres réalités et défis. C'est cette vision que nous essayons d'impulser au



sein de l'Agence universitaire de la Francophonie.

L.D.B. : Comment articuler les possibilités offertes par l'IA et les défis à relever en Afrique ?

A.K. : Pour exploiter efficacement les opportunités offertes par l'IA en Afrique tout en relevant ses défis, une stratégie intégrée reconnaissant les spécificités du continent me semble essentielle. D'une part, le développement des infrastructures numériques est crucial, car l'IA exige des bases solides pour la collecte et l'analyse de données. Toutefois, beaucoup de régions africaines souffrent encore d'un manque d'infrastructures de base, nécessitant ainsi des politiques publiques et des investissements privés ciblés.

En matière d'éducation, l'intégration de l'IA dans les cursus est impérative pour préparer la jeunesse africaine à l'économie numérique.

Concernant la recherche et le développement, l'Afrique peut se concentrer sur des applications d'IA répondant à ses besoins spécifiques, tels que l'agriculture de précision et la santé

publique. Cependant, le financement de ces initiatives reste un défi, nécessitant une mobilisation des ressources locales et internationales et des collaborations accrues entre universités et industries.

Un cadre réglementaire et éthique respectant les normes culturelles et sociales doit également être mis en place pour équilibrer innovation et protection des données personnelles. Les pays africains doivent aussi veiller à ce que leurs collaborations internationales soient équitables pour éviter l'exploitation externe de leurs ressources en IA.

Enfin, stimuler l'innovation locale à travers le soutien aux start ups et aux incubateurs est vital pour créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat, réduire la bureaucratie, et améliorer l'accès au financement. Cette approche globale, impliquant gouvernements, secteur privé, établissements éducatifs et partenaires internationaux, est indispensable pour que l'Afrique tire pleinement profit des possibilités de l'IA et développe des solutions technologiques adaptées et bénéfiques pour le continent.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

CANADA-AFRIQUE DU SUD

Les deux pays renforcent leur coopération dans le cadre du G20

La ministre canadienne des Affaires étrangères, Mélanie Joly, a affirmé la volonté de son pays de renforcer ses relations avec ses partenaires sud-africains, en particulier dans le cadre du G7.

La ministre Mélanie Joly a souligné l'importance de la collaboration, précisant que « l'Afrique du Sud est le premier président africain du G20, tandis que le Canada préside le G7 ». Cette déclaration fait suite à une conversation téléphonique avec le ministre sud-africain des Affaires étrangères, Ronald Lamola. L'Afrique du Sud, qui assume depuis décembre la présidence tournante du G20, devient ainsi le premier pays africain à diriger ce groupe des grandes puissances économiques mondiales. À cet égard, Pretoria

accueillera les 20 et 21 février une réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, à Johannesburg.

Côté Afrique du Sud, Ronald Lamola a exprimé sa gratitude pour l'appel de Mélanie Joly et a salué l'enthousiasme du Canada pour un avenir de coopération accrue, l'invitant à se rendre à Johannesburg pour participer à cet important rendez-vous diplomatique. « *Le Canada et l'Afrique du Sud partagent un engagement commun pour les droits de l'homme et la solidarité* », a-t-il écrit.

Le président du Conseil européen, Antonio Costa, a exprimé le soutien total de l'Union européenne (UE) à la présidence sud-africaine du G20 lors d'un appel téléphonique avec le président Cyril Ramaphosa. « *J'ai souligné l'engagement de l'UE à approfondir ses liens avec l'Afrique du Sud, en tant que partenaire fiable et prévisible* », a-t-il déclaré sur X, se réjouissant du sommet bilatéral entre l'UE et l'Afrique du Sud prévu le 13 mars. Dans une déclaration séparée, le président sud-africain, Cyril Ramapho-

sa a salué l'engagement avec Antonio Costa, soulignant que l'Afrique du Sud et l'UE partagent les mêmes valeurs de démocratie, de droits de l'homme, de dignité et d'égalité, et exprimant son impatience de participer au sommet UE-Afrique du Sud pour consolider leur solide partenariat bilatéral et discuter des développements régionaux, ainsi que des questions continentales et mondiales.

La semaine dernière, le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, a annoncé qu'il ne participerait pas au sommet du G20

à Johannesburg, invoquant des préoccupations concernant les politiques de l'Afrique du Sud, quelques jours après que Donald Trump II a menacé de couper l'aide étrangère à ce pays, en raison d'allégations de confiscation de terres et de mauvais traitements envers « certaines catégories de personnes ».

La diplomatie chinoise a confirmé la participation de son ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, en Afrique du Sud.

Noël Ndong

FRANCE

Un rapport du Sénat critique l'échec de la politique africaine d'Emmanuel Macron

Trois sénateurs français pointent, dans un rapport, les « échecs » et les « déconvenues » de la politique étrangère d'Emmanuel Macron en Afrique et ses « conséquences négatives » sur l'image de la France et ses relations avec ce continent.

Le rapport du Sénat a estimé que l'expulsion successive des troupes françaises du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad représentait un échec majeur de la politique étrangère du président de la République, marquée par le « déclin vertigineux » en Afrique, mais aussi par la « dégradation » générale de l'image de la France et de sa relation avec certains pays et leurs populations au cours des dernières années. Trois sénateurs attribuent notamment cet échec aux « méthodes » adoptées par le président français et à son « manque d'analyse des causes profonde » qui ont engendré des renversements de plusieurs régimes autrefois partenaires de la France. Le rapport analyse, entre autres, les causes profondes de cette défaite stratégique et ses conséquences négatives. « Plusieurs décisions et déclarations officielles ont été considérées comme arrogantes et condescendantes envers les dirigeants ou les peuples africains », peut-on lire. Il est également démontré comment l'échec de la politique française a permis à d'autres « compétiteurs stratégiques » (Rus-



sie, Chine, Turquie, Émirats arabes unis) d'approfondir leurs relations avec plusieurs pays du continent.

Montée du souverainisme en Afrique

La publication de ce rapport intervient alors que la France vient d'achever son retrait militaire du

Tchad. A son tour, le Sénégal a appelé au retrait des bases militaires françaises « d'ici à la fin de 2025 », suivi de la Côte d'Ivoire. Ces évolutions, qui s'ajoutent aux retraits militaires du Mali, du Burkina Faso et du Niger à la suite des coups d'État, marquent un changement fondamental

dans les relations entre la France et ses anciennes colonies en Afrique, parallèlement à la montée en puissance de dirigeants locaux souverainistes. En 2017, lors de son accession à l'Élysée, Emmanuel Macron, en déplacement au Burkina Faso, adressait un discours qui se voulait

fondateur sur les relations entre la France et l'Afrique. « Il n'y a plus de politique africaine de la France », déclarait-il dans un amphithéâtre rempli d'étudiants enthousiastes. « Je suis d'une génération où l'on ne vient pas dire à l'Afrique ce qu'elle doit faire », assurait-il.

Ni ses déplacements en Afrique, ni ses initiatives comme le sommet Afrique-France au format inédit à Montpellier, encore moins sa volonté de renouveler les rapports historiques pour tourner la page en Algérie, au Rwanda et plus récemment au Cameroun, n'ont pu passer sous silence l'échec de la politique africaine du locataire de l'Élysée. Autant d'« échecs », de « déconvenues », et de « faux pas », estime le Sénat, dans son rapport intitulé « Voir l'Afrique dans tous ses états ». Or, l'arrivée d'un président « jeune (Emmanuel Macron) » en France et n'ayant pas connu l'époque coloniale « aurait pu être l'occasion d'un regard neuf ». La conséquence : un déclassement de la France sur la scène géopolitique.

Noël Ndong

AFRIJET

PORT HARCOURT

rapide, ponctuel, fiable.

17.01.2025 au 31.03.2025

DÉPART PNR  PHC
POINTE-NOIRE

MARDI - VENDREDI

RETOUR PNR  PHC
PORT HARCOURT

MERCREDI - VENDREDI

01.04.2025 au 26.10.2025

DÉPART PNR  PHC
POINTE-NOIRE

LUNDI - JEUDI - DIMANCHE

RETOUR PNR  PHC
PORT HARCOURT

MARDI - MERCREDI - JEUDI
DIMANCHE



POINTE-NOIRE



3 VOLS/SEMAINE*



186 662 CFA TTC*

EST DE LA RDC

Le procureur général de la CPI attendu à Kinshasa

Lors de son récent passage en Allemagne alors qu'il participait à une conférence à Munich sur la sécurité internationale, le 14 février, le président de la République, Félix Tshisekedi, a évoqué avec le procureur général de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, la situation dans la partie Est de la République démocratique du Congo (RC). Ce dernier a décidé d'arriver sur place pour poursuivre ses enquêtes.

La situation sécuritaire qui prévaut dans la partie Est de la RDC où les rebelles du M23 soutenus par l'armée rwandaise poursuivent leur avancée a été au coeur de l'entretien entre Félix Tshisekedi et Karim Khan. Le chef de l'Etat congolais a fait part à son interlocuteur des massacres et autres crimes contre l'humanité commis par les Forces rwandaises de défense (RDF) depuis le début de leur invasion de la RDC avec une emphase sur les récents massacres perpétrés sur la population civile dans la foulée de leur entrée à Goma. Un fait dénoncé par plusieurs organisations de défense des droits humains, tant locales qu'internationales.

Le président de la RDC a, de ce fait, encouragé la juridiction internationale à sévir contre l'administration Kagame tout en insistant sur la nécessité de voir tous les criminels d'hier et d'aujourd'hui relevant du mandat de la CPI répondre de leurs actes. Prenant acte de la requête du



chef de l'Etat congolais, le procureur général de la CPI a promis d'effectuer une descente sur place en RDC d'ici à la fin de

ce mois pour poursuivre les enquêtes sur les crimes présumés commis à l'Est de ce pays. Karim Khan profitera de son séjour

Le président Félix Tshisekedi et Karim Khan DR congolais pour faire le point de la situation et pousser très loin les investigations de la CPI au sujet des présumés crimes im-

putés au M23/AFC/RDF de sorte à se bâtir une solide conviction.

Le bureau du procureur général est à pied d'oeuvre. L'action vers la justice pour crimes internationaux est déjà en cours. Des enquêtes indépendantes ainsi que des partenariats divers avec les parties impliquées dans le conflit dans l'Est de la RDC sont initiés pour vérifier les allégations de crimes internationaux commis par les forces rwandaises et leurs supplétifs du M23/AFC.

La CPI, par la voix de son procureur, a assuré qu'elle continuera d'enquêter sur les crimes présumés commis par toute personne, quelle que soit son affiliation ou sa nationalité, et ne se limitera pas à des individus, des parties ou des membres de groupes spécifiques.

Notons que le déplacement de Karim Khan en RDC interviendra dans un contexte de tensions accrues marquées par la prise de plusieurs localités du Grand Kivu par les rebelles du M23/RDF.

Sylvain Andema

Assurer la croissance et l'investissement dans une nouvelle ère

Le premier forum Congo Energy & Investment réunira des investisseurs internationaux et des acteurs locaux afin d'explorer les opportunités nationales et régionales dans les domaines de l'énergie et des infrastructures. L'événement mettra en lumière les derniers projets de transformation du gaz en électricité et fournira des mises à jour sur les expansions en cours à travers le pays.

RÉSERVEZ VOTRE CARTE DE DÉLÉGUÉ

congoenergyinvestment.com



Soutenu par
MINISTÈRE
DES HYDROCARBURES
RÉPUBLIQUE
DU CONGO



Congo
Energy
& Investment
Forum

24 - 26
Mars 2025
BRAZZAVILLE
République du Congo

Centre International
de Conférence
de Kintélé

Soutenu par
African
Energy
Chamber

Organisé par
Energy
Capital
Power

UNESCO

Remise et reprise de la présidence à la tête du sous-groupe Afrique centrale

La délégation de la République du Congo auprès de l'Unesco succède à celle de la République démocratique du Congo (RDC) à la tête du sous-groupe Afrique centrale.

La cérémonie s'est déroulée à l'ambassade de la RDC à Paris, le 10 février dernier, entre l'ambassadeur Émile Ngoy Kasongo, délégué permanent de la RDC auprès de l'Unesco en poste depuis le 19 janvier 2024, et son homologue de la République du Congo, Henri Ossébi. Il succède, pour une durée d'une année, à la présidence tournante du sous-groupe Afrique centrale de l'Unesco.

Marie Alfred Ngoma



Passation de pouvoir entre les ambassadeurs des deux Congo, le 10 février 2025 DR

ESCLAVAGE

L'Afrique va réclamer des réparations

Les dirigeants africains réunissent ce week-end en Éthiopie pour lancer une nouvelle campagne en faveur des réparations liées à l'esclavage et à la colonisation.

Les réclamations africaines se heurtent au refus catégorique des anciennes puissances coloniales, qui ont pour la plupart exclu de réparer les torts causés par l'histoire. Autant la question des réparations a pris de l'ampleur dans le monde entier, autant les réactions négatives se sont amplifiées. C'est le cas du président américain, Donald Trump, qui « ne voyait pas cela (les réparations) se produire », et de nombreux dirigeants européens s'opposent rien qu'à l'idée simple d'en parler.

Lors de ce sommet ordinaire de l'Union africaine, les dirigeants du continent espèrent élaborer une « vision unifiée » sur la question des compensations.

Le débat portera notamment sur la restitution des terres encore occupées et le retour des objets culturels pillés pendant la colonisation. En janvier dernier, le British Museum et le Victoria and Albert Museum ont annoncé qu'un total de trente-deux objets volés à la cour du roi Asante seront prêtés au Ghana. La nouvelle a été fortement critiquée, au Ghana et dans toute l'Afrique, beaucoup considérant comme choquant et incrédule le fait que des objets violemment arrachés soient aujourd'hui prêtés par les Britanniques à leurs propriétaires d'origine.

Le 26 octobre 1874, le royaume Asante a été attaqué par une force expéditionnaire britannique dirigée par Sir Garnet Wolseley contre l'Asantehene Kofi Karikari, le roi du peuple Asante. Ce qui va entraîner son abdication du trône. Après l'attaque, les soldats britanniques vont piller le royaume, volant de l'or et des objets culturels et culturels qu'ils vont ramener au Royaume-Uni, où ils sont restés depuis dans des musées ou entre les mains de collectionneurs privés. Beaucoup d'autres communautés africaines notables à l'époque vont subir des peuples européens, colonisant également leurs vastes étendues de territoires.

Noël Ndong

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv



AGENCE D'INFORMATION
DE L'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

☎ +336 11 40 40 56

✉ info@adiac.tv

📍 BA, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



ENJEUX POLITIQUES

La rencontre Cénco-ECC et AFC/M23 fait débat

Le gouvernement, le parti présidentiel et la Nouvelle société civile du Congo (NSCC) n'approuvent pas la démarche des chefs d'églises.

La première réaction enregistrée quelques minutes après la rencontre de Goma entre la délégation religieuse constituée des églises catholique et protestante et des cadres de l'AFC/M23 est celle du gouvernement congolais qui n'est pas partie prenante dans la démarche des pères d'églises. Le ministre de la Communication et Médias et Porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, a affirmé, lors d'un point de presse tenu le 12 février à Kinshasa, que le président Félix Tshisekedi n'a mandaté personne pour organiser un dialogue avec l'AFC/M23.

Dans une interview accordée à Média Congo Press, le coordonnateur de la NSCC, Jonas Tshiombela, a marqué son désappointement face à la rencontre de Goma. Il juge la démarche inquiétante compte tenu



La délégation religieuse constituée des églises catholique et protestante et des cadres de l'AFC/M23

des crimes commis par les rebelles au lendemain de leur entrée au chef-lieu de

la province du Nord-Kivu. Pour la NSCC, le gouvernement doit organiser les

états généraux en vue d'engager des discussions sur des solutions judi-

ciaires, diplomatiques et militaires afin de résoudre le conflit qui sévit dans l'Est du pays.

Quant à l'Union pour la démocratie et le progrès social, elle avait déjà rejeté l'initiative du pacte pour la paix initiée par la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco) et l'Église du Christ au Congo (ECC). Avant l'étape de Goma où la délégation religieuse a rencontré les cadres de l'Alliance fleuve Congo/Mouvement du 23 mars (AFC/M23) conduits par Corneille Naanga, le 12 février, les pères d'églises avaient été reçus par le président de la République, Félix Tshisekedi. Mgr Donation Nshole et son groupe avaient également rencontré des leaders de la classe politique congolaise.

Jules Tambwe Itagali

L'Unicef horrifié par l'augmentation des viols d'enfants

La patronne du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) s'est alarmée, le 13 février, de l'augmentation des violations graves des droits des enfants par les parties au conflit dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), en particulier les viols.

«Au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, nous recevons des informations terrifiantes de violations graves contre les enfants par les parties au conflit, notamment des viols et d'autres formes de violences sexuelles, à des niveaux dépassant tout ce que nous avons vu ces dernières années», a déclaré Catherine Russell dans un communiqué.

Par exemple, entre le 27 janvier et le 2 février, les partenaires de l'agence onusienne sur le terrain ont enregistré une multiplication par cinq du nombre de cas de viols traités dans 42 centres de santé, dont 30% étaient des enfants, a-t-elle indiqué. Et «les véritables chiffres sont probablement plus élevés parce que de nombreux

survivants sont réticents à se signaler», a-t-elle insisté, notant que les humanitaires «sont à court de médicaments pour réduire le risque du VIH après les agressions sexuelles». «Une mère a raconté à notre personnel comment ses six filles, la plus jeune âgée de seulement 12 ans, ont été systématiquement violées par des hommes armés alors

qu'elles cherchaient à manger», a-t-elle fait savoir.

Alors que le groupe armé M23 et les forces rwandaises continuent d'avancer dans l'Est du pays, «des milliers d'enfants vulnérables dans des camps de déplacés ont été obligés de fuir plusieurs fois pour échapper aux combats», a par ailleurs souligné Catherine

Russell.

Et des centaines d'enfants ont été séparés de leurs familles, «les exposant à des risques accrus d'enlèvements, de recrutement et d'utilisation par des groupes armés, et de violences sexuelles», a-t-elle ajouté, précisant que sur les deux dernières semaines, 1100 mineurs non accompagnés ont été identifiés au Nord et au

Sud-Kivu. «Même avant la récente intensification de la crise, le recrutement d'enfants par des groupes armés était déjà en hausse dans la région. Désormais, les parties au conflit appelant à la mobilisation de jeunes combattants, le rythme de recrutement va probablement s'accroître», s'est-elle inquiétée, évoquant des enfants recrutés dès l'âge de 12 ans. Le groupe armé antigouvernemental M23 (Mouvement du 23 mars), qui n'a cessé de gagner du terrain face à l'armée congolaise depuis sa résurgence fin 2021, a pris fin janvier la ville de Goma, capitale du Nord-Kivu, et avance désormais vers Bukavu, capitale du Sud-Kivu.

D'après AFP

«Au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, nous recevons des informations terrifiantes de violations graves contre les enfants par les parties au conflit, notamment des viols et d'autres formes de violences sexuelles, à des niveaux dépassant tout ce que nous avons vu ces dernières années»

SANTÉ

La guerre dans la partie Est du pays met le système congolais à rude épreuve

L'escalade des violences due à la guerre que le Rwanda impose à la République démocratique du Congo (RDC) à travers ses supplétifs du M23 a accentué la crise sanitaire et humanitaire dans les provinces du Nord et Sud-Kivu, mettant à rude épreuve le système sanitaire du pays.

Le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale, le Dr Samuel Roger Bamba, a donné, le 13 février à Kinshasa, un point de presse sur l'état des lieux de la réponse nationale face à la crise sanitaire et humanitaire qui sévit actuellement dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Il a indiqué que le système sanitaire du pays a été mis à rude épreuve suite à l'attaque de l'armée rwandaise et de ses supplétifs du M23 sur la ville de Goma, qui a fauché une fois de plus la vie des Congolais.

Avec des chiffres à l'appui, le ministre de la Santé a fait savoir que la ville de Goma a enregistré 3 000 morts, dont 458 enterrés en seulement cinq jours, et 939 autres encore présents dans les morgues. Le bilan fait également état de 4 260 blessés. En outre, le Dr Samuel Roger Kamba a exprimé la préoccupation du gouvernement suite à la paralysie de l'administration dans cette partie du pays qui a une incidence sur les inhumations. Toutefois, il a averti que ces chiffres sont encore provisoires et minimaux, puisqu'ils ne concernent que les structures médicales accessibles à ce jour. Les infrastructures dans la ville de



Le ministre de la Santé faisant le point sur la situation sanitaire et humanitaire en RDC/DR

Goma, a poursuivi le ministre, ont aussi payé les frais de la guerre. «Certaines d'entre elles ont été directement attaquées par le M23, notamment trois centres de traitement de la mpox qui ont été vidés de leurs patients», a-t-il informé. Suite à la destruction de ces centres de mpox, quelques malades ont été contraints de fuir. Selon le ministre Roger Kamba, sur 143 patients, seulement 43 ont été retrouvés après la prise de Goma. En conséquence,

cette ville est non seulement exposée aux risques de maladies épidémiques telles que la variole du singe (mpox), mais aussi au choléra, avec déjà 92 cas identifiés. De plus, les dépôts de médicaments, de matériel médical et autres intrants fournis par des organisations humanitaires mondiales comme le Comité international de la Croix Rouge (CICR) et Médecins sans frontières ont été pillés.

Selon le ministre, Goma ne dis-

pose plus que d'une semaine avant l'épuisement total des stocks disponibles. Face à ce tableau catastrophique, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a réussi à négocier avec les agresseurs de la RDC l'ouverture d'un corridor humanitaire passant par Nairobi, au Kenya, et Kigali, au Rwanda. Toutefois, le Rwanda a exigé le paiement de taxes avant de revenir sur cette décision. Le gouvernement congolais reste déterminé à garantir que ce

corridor humanitaire permette d'acheminer non seulement les intrants et les équipements médicaux, mais aussi le personnel nécessaire pour répondre à la crise. «Les médecins présents sur place sont épuisés et une relève est impérative, notamment par l'envoi de chirurgiens, la ville ayant enregistré de nombreuses blessures par balle», a ajouté le Dr Samuel Roger Kamba.

En attendant que ces mesures soient pleinement mises en œuvre, le gouvernement, à travers le Centre de transfusion sanguine, a déjà commencé le colisage de 2900 poches de sang. Ces poches sont le fruit de la campagne en cours «Don du sang pour les FARDC et les Wazalendo», initiée par le ministère de la Santé. L'objectif est d'obtenir 5000 poches de sang. Par ailleurs, le gouvernement se prépare à envoyer des kits de traumatologie pour une prise en charge appropriée des blessés. L'ensemble de ces intrants et médicaments nécessaires sera acheminé à Goma par les organisations telles que l'OMS, le CICR et l'Ocha via Kigali et Nairobi.

Blandine Lusimana



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.








Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



La suspension de l'aide américaine affecte les opérations humanitaires de l'Onu

La suspension de l'aide américaine a nui aux opérations humanitaires de l'ONU en République démocratique du Congo (RDC), a déploré mardi Bruno Lemarquis, représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations Unies et coordinateur résident et humanitaire de l'ONU pour la RDC.

«La situation sécuritaire et humanitaire dans l'est de la RDC reste extrêmement volatile», avec une escalade des affrontements armés, des déplacements massifs et une insécurité croissante dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, a déclaré M. Lemarquis. La suspension de l'aide à l'étranger par les Etats-Unis «a un impact majeur» sur les opérations d'aide humanitaire dans le pays, a expliqué M. Lemarquis aux journalistes par vidéo depuis la capitale Kinshasa.

La dépendance à l'égard du financement américain «signifie que de nombreux programmes ont dû être interrompus dans tout ce que nous faisons. Il s'agit donc de santé d'urgence, d'abris d'urgence», a-t-il poursuivi, ajoutant que la capacité de coordination de son bureau avait dû être interrompue. «C'est une source majeure de préoccupation pour plusieurs agences de l'ONU et ONG internationales actives sur le terrain qui ont vu leurs opérations au mieux sévèrement impactées, voire stoppées», a-t-il témoigné.

M. Lemarquis a indiqué que la seule exception à ce jour concernait l'aide alimentaire d'urgence, appelant à davantage d'exceptions de la part de Washington et exhortant la communauté internationale à intensifier son soutien à la réponse humanitaire dans le pays.

Depuis le 26 janvier, plus de 3.000 personnes auraient été tuées, 2.880 blessées et plus de 500.000 déplacées, s'ajoutant aux 6,4 millions de personnes déjà déplacées à l'intérieur du pays dans l'est de la RDC, selon les Nations Unies.

Xinhua

EST DE LA RDC

Le Parlement européen réclame des sanctions contre le Rwanda

Le Parlement européen vient de prendre position par rapport à la guerre qui sévit à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), impliquant l'armée rwandaise et ses supplétifs du M23.

Les eurodéputés ont réclamé la suspension du protocole d'accord sur les minerais conclu l'an dernier entre l'Union européenne (UE) et le Rwanda. Ils conditionnent désormais toute reprise de coopération à une preuve formelle du désengagement total du Rwanda dans l'exploitation illégale des ressources congolaises et son soutien aux groupes armés. Cette prise de position est assortie des mesures de rétorsion contre Kigali telles que la suspension immédiate de l'aide budgétaire directe de l'UE au Rwanda, tant que ce pays ne res-

pectera pas les conditions relatives à l'accès humanitaire et à la fin de son soutien aux rebelles.

Il est aussi fait état de l'annulation du Championnat du monde de cyclisme sur route, prévu à Kigali en septembre prochain. Ces sanctions réclamées par le Parlement européen ont une incidence négative sur l'image du régime rwandais sur la scène internationale. Elles pourraient, de l'avis de maints analystes, influencer d'autres puissances à revoir leurs engagements vis-à-vis du Rwanda. De la sorte, estiment-ils, la pression in-

ternationale pourrait se renforcer contre ce pays sur fond d'une pression internationale constante contre son implication présumée dans le soutien aux groupes rebelles en RDC. En réaction, le président rwandais, Paul Kagame, dans une récente interview à Jeune Afrique, a relativisé la portée de ces exigences du Parlement européen. Il a indiqué être en droit de se défendre face à la menace existentielle qui plane sur son pays du fait de la présence des Forces démocratiques de libération du Rwanda sur le territoire congolais.

Sylvain Andema

BELGIQUE

60 000 manifestants dans la rue contre le programme du nouveau gouvernement fédéral

Environ 60.000 personnes ont manifesté jeudi à Bruxelles, selon les chiffres de la police, pour dénoncer les mesures prévues par la nouvelle coalition gouvernementale belge.



L'appel à la mobilisation nationale lancé par un front commun syndical (FGTB, CSC, CGSLB) a été largement entendu dans le pays. Les manifestants, provenant de divers horizons sociaux et politiques, se sont rassemblés dans le centre de la capitale belge, brandissant des pancartes et scandant des slogans contre les réformes proposées.

La mobilisation, qui a débuté en début de matinée, a paralysé plusieurs axes routiers et perturbé les transports en commun.

Les participants ont critiqué des politiques jugées injustes et nuisibles à la population, notam-

ment les mesures touchant les pensions, la qualité des services publics, la flexibilité du travail et les coupes budgétaires dans certains secteurs. Parmi les points les plus controversés figurent la révision des régimes de fin de carrière, la suppression des régimes spéciaux et le durcissement des conditions d'accès à la retraite anticipée.

Des représentants syndicaux et des leaders communautaires ont pris la parole, exhortant le gouvernement à revoir ses plans et à prendre en compte les préoccupations des citoyens. La manifestation, bien que tendue par

moments, est restée majoritairement pacifique.

La manifestation a paralysé une partie de la capitale. A l'aéroport de Bruxelles, 430 vols ont été annulés et les opérations d'embarquement et de débarquement ont été suspendues. Les réseaux de transport en commun (STIB, TEC, De Lijn) ont également été fortement perturbés.

Face à l'intransigeance du gouvernement, les syndicats ont annoncé une grève générale pour le 31 mars, marquant ainsi leur détermination à poursuivre la mobilisation.

Xinhua



ANNONCE DE POSTE VACANT

Global Health Systems solutions (GHSS) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui se consacre à la recherche de solutions innovantes pour renforcer les systèmes de santé dans les pays à ressources limitées. Nos principaux collaborateurs sont les ministres en charge de la santé, l'OMS, les centres de contrôle et de préventions des maladies des Etats-Unis et d'Afrique ainsi que la fondation MasterCrad. Dans le cadre de la relance du projet « Sauver des vies et moyens de subsistance », GHSS recherche actuellement :

- Un agent chargé de suivi & évaluation (01)

Qualification : Master de préférence en suivi et évaluation ou autres domaines pertinents.

- Un gestionnaire de données (01)

Qualification : Licence en sciences médicales, domaine connexe, formation professionnelle équivalente.

Langue : Maîtrise de l'anglais et du Français écrits et parlés

Durée du contrat : un an

SOUMISSION DE CANDIDATURES

- Dossier : une demande, une lettre de motivation, un curriculum vitae et des copies de qualifications

- Adresse de soumission : recruitment@ghsscm.org,

- Date limite de dépôt des candidatures : 17 février 2025.

NB : Pour plus de détails, veuillez visiter notre site www.ghsscm.org

Contact : 33 rue Bonga, Moungali, Brazzaville, République du Congo. -/- Website: www.ghsscm.org

SUSPENSION DU CONGO PAR LA FIFA

Nécessité de travailler en symbiose pour relever le défi

Le ministre en charge des Sports, Hugues Ngoulondélé, a échangé le 14 février, à Brazzaville, avec les acteurs du football congolais afin de mettre en place des stratégies susceptibles de trouver des solutions à la crise qui mine ce sport.

L'échange du ministre avec les dirigeants des clubs, entraîneurs, journalistes sportifs, anciens joueurs, quelques techniciens et les responsables des administrations sportives nationales a porté sur les causes de la crise, l'unification des énergies, la réorganisation du football congolais ainsi que les pistes de sortie de la sanction infligée par la Fédération internationale de football association (Fifa). Il a permis aux participants de faire des propositions pour la redynamisation de ce sport dans le pays. Selon eux, il est important de bien aiguïser la réflexion avant de renouer avec le football sur le plan international. Hugues Ngoulondélé a insisté sur le fait que le Congo devrait prendre cette suspension comme une opportunité permettant aux



Les participants à la rencontre avec le ministre/Adiac

uns et aux autres de comprendre et de trouver des solutions aux problèmes

que rencontre ce sport depuis plusieurs années.

Annonçant la suspension

du Congo, la Fifa avait posé certains principes pour qu'elle revienne sur sa dé-

cision. Il s'agit, entre autres, de redonner le contrôle total du siège de la Fédération congolaise de football (Fécofoot), du Centre technique d'Ignié et des autres installations de la fédération à la Fécofoot; de renoncer à toute tentative de changer les signataires autorisés des comptes bancaires de la Fédération et/ou redonner le contrôle total aux signataires reconnus par la Fifa et la Confédération africaine de football; de déclarer invalide ou annuler toute décision, juridique ou autre, autorisant la commission ad hoc à exercer un contrôle ou une autorité quelconque sur la Fécofoot. La Fifa demande aussi de coopérer pleinement pour permettre à la Fécofoot de gérer ses affaires courantes sans subir d'influence induue de la part de tiers.

Rude Ngoma

La Fifa demande de coopérer pleinement pour permettre à la Fécofoot de gérer ses affaires courantes sans subir d'influence induue de la part de tiers.



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

EN VENTE

ÉMILE GANKAMA

*À la vie
bel hommage*

Juste Désiré MONDELE

**Vers l'effectivité
de la décentralisation
et du développement local
en République du Congo**
*Discours et activités menées
(2022-2023)*

Préface de Florent TSIBA

Émile Gankama

**La Cité
d'attache du
vieux port**

Roman

Armand Claude ABANDA

Fils de Prêlat

Roman

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA

**L'art oratoire
chez les Ambosí**

Hérissone Payima Lombobo

**Les organisations
internationales de
l'Afrique centrale**
Recueil de textes

Préface du Professeur Aline SALL

Sarah,
ma belle-cousine

Henni Djembo

L'improbable
destin de
Lundala

Esclavage et héroïsme
sous la protection
de Kimpa Vi

LEANDRE MODILO

Raoul Maixent OMINGA

La transition énergétique
en République du Congo :
Problèmes et perspectives

Guy MENGA

**La marmite
le Koka-Mbala**
Grand prix du concours interafricain 1967

vie de
L'oracle

Théâtre

HUMEUR

Et pourtant la tribu tourne le dos à la Nation !

L'ethnie ou la tribu, au lieu d'être une richesse pour le pays sur tous les plans afin de lui permettre de s'affirmer avec force, se présente aujourd'hui plutôt comme une source de repli identitaire. Ce billet d'humeur n'est qu'un constat quelque peu amer, car cette réalité dangereuse tend à gagner toutes les ethnies et tribus, celle des « mouvements associatifs » ayant pour dénotation quelque peu vulgaire du genre « association des ressortissants de tel ou tel département » ; « association des journalistes originaires de tel district », « les jeunes cadres de l'ethnie y ou x ». Ces groupements n'ont pas toujours une bonne presse, car ils recréent des sentiments tribaux et ethniques voire des malsains replis identitaires. Or, qui dit l'ethnocentrisme, dit rejet volontaire et/ou non des autres.

En clair, ce sont ces rejets des autres et ces replis identitaires qui causent du tort à cette plateforme unitaire que tous les Congolais crient haut et fort, « le vivre ensemble ». Si les groupements ethniques prennent le dessus sur la Nation ; il serait difficile que cette dernière s'affirme avec force et objectivité dans nos cœurs et pensées. Les phrases du genre « La tribu d'abord » ou « Le département avant tout et la nation après » sont dangereuses et porteuses des germes de divisions sociales, car elles sont à l'antipode des phrases comme « La Nation passe avant la tribu », « Le pays passe avant le département ».

Pire encore, il est quand même gênant et maladroit d'entendre des propos du genre « L'association n'est pas ouverte aux ressortissants d'autres départements » lors des soi-disant réunions desdits groupements ethnocentriques. Encore que certaines gens dans leurs « parler » impropres aux oreilles des autres parlent de « diaspora ». Erreur monumentale, car il est insensé qu'une population soit qualifiée de « diaspora » dans son propre pays. Ce sont là des écarts de langage intolérables pour le « vivre ensemble ».

Que l'on soit de Bétou dans la Likouala ou de Kakamoeka dans le Kouilou, ou encore de Kindamba dans le Pool, ou bien d'Ewo dans la Cuvette-Ouest, on appartient à une seule et unique Nation, à savoir la République du Congo avec ses quinze départements qui s'imbriquent et forment un tout uni pour une meilleure cohésion sociale, qui elle-même s'apparente à un meilleur « vivre ensemble ». A vrai dire, les « acteurs malintentionnés » qui ont des velléités tribales n'osent pas dire tout haut, c'est que le concept « association des ressortissants de... » est une voie qui conduit au népotisme sur le plan administratif et à l'endogamie sur le plan matrimonial.

Or, le népotisme et l'endogamie sont respectivement fils et fille du tribalisme qui lui-même est un frein pour la Nation et le « vivre ensemble ». Et pourtant quand un sportif ou un artiste musicien participe soit à une compétition internationale soit un salon régional, c'est le drapeau du pays et l'hymne qui sont mis en avant et rien n'est dit sur la tribu ou l'ethnie qui s'effacent d'elles-mêmes.

Ceci étant, célébrons tous la Nation que la tribu car, devant la Nation, la tribu doit disparaître en ce sens qu'elle est porteuse parfois des germes de division qui mettent à mal le « vivre ensemble ». Et des « associations » à connotation dangereuse du genre « Les journalistes ressortissants de... » sont le plus souvent réfractaires aux autres et très sélectives or la Nation c'est une symbiose totalisante.

A bon entendeur, salut !

Faustin Akono

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 2, 23e journée

En supériorité numérique pendant une mi-temps, Clermont est tenu en échec à domicile par Bastia (1-1).

Associé au Sénégalais Diédhiou sur le front de l'attaque, Mons Bassouamina n'a pas eu d'occasion franche.

Candidats à la montée en début de saison, les Auvergnats sont désormais barragistes. La galère continue pour le CF63.

Le Red Star renoue avec le succès en battant chichement la lanterne rouge, Martignes (1-0). Fred Dembi et Josué Escartin sont entrés aux 90e+2 minutes, tandis que Bevic Moussiti Oko et Alain Ipiélé débutaient la rencontre sur le terrain et ont été remplacés à la 83e.

Dès la première minute, les deux Congolais se sont distingués : débordement, avec petit pont, d'Alain Ipiélé qui sert Moussiti-Oko dont la frappe est trop écrasée. Première et dernière occasion notable des Martégaux dans ce match...

Premier but chez les pros pour Loris Mouyokolo, qui double le score pour le GF38 sur le terrain



Belle prestation de Loris Mouyokolo, buteur et solide en défense à Amiens/DR

d'Amiens d'une belle tête sur corner (18e min). Aligné dans l'axe de la défense, il a livré une prestation de patron et contribue grandement au succès de Grenoble à la Licorne (4-1). Après un début de saison compliqué, le droitier de 23 ans s'affirme match après match.

Nolan Mbemba, lui, est resté sur le banc. Jesah Ayessa Ondzé est entré à la 90e+1 minute lors de la victoire d'Ajaccio sur Laval (3-0). Rodez corrige Pau au Nouste Camp (5-0), sans Loni Laurent Quenabio, envoyé en tribune.

Camille Delourme

NÉCROLOGIE

Les familles Eckomband, Ombamna, Alemba, Ekoro Oboa, Mvala-Okiongou informent Emva Ya Akami, Odoumoua, Essendza Okieme, Embarra, Nonault, Okiemy, Okandza Nzebe, du décès de leur père, fils, oncle, neveu, grand-père Eckomband Ludovic Armand, ancien procureur de la République, survenu le 8 février 2025 à Brazzaville.

La veillée mortuaire a lieu au 97 rue Mbochis, pototo, à Brazzaville. La date et le lieu des obsèques seront communiqué ultérieurement.



CRISE LIBYENNE

Denis Sassou N'Guesso invité à la conférence de réconciliation

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, s'est entretenu le 14 février, à Addis-Abeba, en Ethiopie, avec Cedrick Khalifa Haftar, porteur d'une invitation du maréchal Khalifa Haftar au chef de l'Etat congolais pour prendre part à la conférence de réconciliation inter-libyenne qui se tiendra bientôt à Syrte.

La tenue prochaine de la conférence nationale de réconciliation inter-libyenne démontre le rapprochement des positions des différentes parties libyennes vers un consensus en vue de la fin des hostilités qui divisent leur pays depuis plus d'une décennie.

« Le message porte sur la réconciliation nationale en Libye au siège de l'UA, à Addis-Abeba. Le deuxième message qui existe dans la lettre que je viens de remettre au président concerne son invitation par le maréchal à une grande conférence de réconciliation sur la Libye, probablement dans la ville de Syrte, en la présence de tous les membres de la communauté internationale qui s'interressent à la crise libyenne. Ce sera une rencontre de toutes les parties libyennes qui se sont engagées pour arriver à une fin de la crise en Libye », a déclaré Cedrick Khalifa Haftar, en-



Le président Denis Sassou N'Guesso et Cedrick Khalifa Haftar / DR

« Le message porte sur la réconciliation nationale en Libye au siège de l'UA, à Addis-Abeba. Le deuxième message qui existe dans la lettre que je viens de remettre au président concerne son invitation par le maréchal à une grande conférence de réconciliation sur la Libye, probablement dans la ville de Syrte, en la présence de tous les membres de la communauté internationale qui s'interressent à la crise libyenne. Ce sera une rencontre de toutes les parties libyennes qui se sont engagées pour arriver à une fin de la crise en Libye »

voyé special du maréchal Khalifa Haftar.

Pour arriver à ce stade, le président du Comité de haut niveau de l'Union africaine pour la Libye, Denis Sassou N'Guesso, a joué un rôle déterminant, comme l'a reconnu le maréchal Khalifa Haftar. « C'était une occasion d'exprimer toute la gratitude du maréchal pour les efforts du président Denis Sassou N'Guesso. Tous ses efforts font l'objet d'une grande gratitude de la part de tous les Libyens », a indiqué l'envoyé special.

De son côté, le président Denis Sassou N'Guesso a exprimé sa gratitude au maréchal Khalifa Haftar suite à sa visite de travail effectuée en décembre 2024, à Tripoli et à Benghazi.

En effet, les différentes lignes de division qui continuent à fracturer la Libye ne peuvent trouver de solutions que dans un dialogue national inclusif, global et souverain.

Yvette Reine Boro

RÉFLEXION

La clé du futur

Le drame qui se déroule dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), très précisément dans la région de Goma, et qui fait resurgir la menace d'un conflit ethnique de grande ampleur, prend aujourd'hui la dimension d'une crise mondiale dont la communauté internationale ferait bien de saisir sans plus attendre la juste mesure. Tout simplement parce qu'il menace en réalité l'un des trois grands poumons de la planète, à savoir le bassin du Congo, où se joue pour une large part l'avenir de l'humanité.

S'il s'étend, en effet, comme tout laisse le craindre aujourd'hui étant donné ce qui se passe en Ituri, dans le Nord et dans le

Sud-Kivu, il bloquera inévitablement le vaste plan de protection de la nature dont dépend très directement l'air que nous respirons sur les cinq continents et que s'efforce de protéger la communauté du bassin du Congo dont le cœur stratégique est établi à Brazzaville. Un plan que la communauté internationale ferait bien de placer en tête de ses priorités si elle veut éviter de plonger dans une crise environnementale qui menacera purement et simplement son destin.

Pour dire la vérité de façon encore plus claire, il est évident qu'au-delà de la crise qui dévaste cette partie de l'Afrique centrale, ce qui s'y déroule détient en vérité l'une des clés du futur de la planète. Tout simplement parce

que cette dérive menace de mille et une façons le deuxième plus grand bassin fluvial et, de ce fait, concerne très directement notre avenir. Une réalité que la communauté mondiale ferait bien de comprendre avant qu'il soit trop tard et donc de l'inscrire en tête de ses priorités.

Plutôt que de s'affronter de mille et une façons dans différentes régions, Donald Trump, Vladimir Poutine, Xi Jinping, Narendra Modi et les dirigeants de l'Union européenne devraient s'unir afin d'éviter que la crise en cours dans l'Est de la RDC ne mette en péril à plus ou moins court terme le bassin du Congo tout entier. Une menace bien réelle dont les dirigeants des grandes puissances de ce temps n'ont visiblement pas

conscience mais qui, tôt ou tard, sera perçue par la communauté mondiale comme un enjeu majeur.

Anticiper le pire est très précisément ce que les dirigeants de ces mêmes grandes puissances n'ont pas été capables de faire par deux fois dans le siècle précédent et qui s'impose aujourd'hui à leurs successeurs de façon évidente. D'où cette idée de simple bon sens selon laquelle le Tiers monde en général et l'Afrique en particulier doivent mieux faire entendre leur voix.

Voyons si un tel message sera lancé avant que l'un des trois plus grands bassins fluviaux de la planète ne s'enfonçe dans une crise qui s'avèrerait ingérable.

Jean-Paul Pigasse